

5 francs, 1854-8	\$1.60 à \$2.00
10 francs, 1856-60	\$3.00 à \$4.00
20 francs, 1854-60	\$6.50 à \$8.50
50 francs, 1856-57
100 francs, 1855-59
5 francs, 1864	\$1.60 à \$2.00
10 francs, 1864-66	\$3.00 à \$4.00
20 francs, 1861-68	\$6.50 à .50

J.-W. MIL LER

Zachary Macaulay. (II, V, 192.) — Dans l'ouvrage de Samuel J. Watson, intitulé: CONSTITUTIONAL HISTORY OF CANADA, (Toronto, 1874), se trouve la note suivante au sujet des pétitions de 1774 demandant une chambre d'assemblée :

“Le nom qui se présente le plus souvent dans toutes les mesures prises pour obtenir une chambre d'assemblée, est celui de Zachary Macaulay, père du plus grand des historiens de la Grande-Bretagne.” (p. 22, note).

Comme c'est là une de ces assertions qui se propagent et qui copiées d'un ouvrage à l'autre, finissent par passer comme des faits avérés dans les travaux historiques, il convient de consigner ici des renseignements exacts sur cette question.

Zachary Macaulay (Zachray, suivant le Book of SCOTSMEN, de Joseph Irving, Paisley, 1882), père de Thomas Babington, plus tard lord Macaulay, est né en 1768, à Inverary, sur la Lochfyne, en Ecosse, paroisse dont son père était le pasteur. Son emploi dans la Jamaïque, en Afrique, à Londres, son mariage en 1799, sa mort, le 13 mai 1838, et en général ce qu'on connaît de ses mouvements, fournissent une chaîne complète de preuves négatives, et établissent que le père de lord Macaulay n'était pas le Zachary dont le nom se rencontre si fréquemment dans le mouvement qui s'est fait pour obtenir une chambre d'assemblée pour le Canada, et qu'il n'a jamais été à Québec.

Le Zachary Macaulay de Québec servit comme enseigne à bord du vaisseau de guerre PRINCESS OF ORANGE. Il avait été présent à la prise de Louisbourg en 1758, et à celle de Québec en 1759, et s'était après la paix établi à Québec, où il s'occupait principalement du commerce de bois. Son nom ne paraît pas dans les adresses présentées à Carleton en 1766, mais en novembre 1767, il signa une pétition contre un projet d'acte de faillite, et en avril 1768, une pétition contre l'admission de George Alisopp comme secrétaire de la province. Vers juillet 1770, car il n'y a pas de date au document, il signa la première des pétitions relatives à une chambre d'Assemblée qui portent son nom. En 1772, il fit le projet d'exploiter la pêche de la morue, et demanda la concession de 2,500 acres de terre au nord de la pointe Percée, et 2,000 acres sur la rivière au Renard. Dans l'hiver de 1773, il était à Londres avec Thomas Walker, ayant été nommé avec cet homme bien connu pour former un comité chargé d'agiter la question de la création d'une Chambre d'assemblée, et ils obtinrent l'aide du